



Dossier suivi par :

Stéphan CAUMET
Chargé de mission Urbanisme
02 32 33 53 05
stephan.caumet@caue27.fr

ELEMENTS D'OBSERVATION RELATIFS AU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE Pays Risle-Charentonne

14 juin 2010

Objet

Ce document présente les observations effectuées par le CAUE à propos du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays Risle-Charentonne, arrêté le 15 mars 2010. Il s'inscrit dans le cadre de la sollicitation du CAUE en tant que Personne Publique Consultée, par le Syndicat Mixte.

Éléments d'observation

Lors de la réunion des Personnes Publiques Associées organisée le 23 novembre 2009, portant sur le Document d'Orientations Générales, le CAUE27 a émis des recommandations, notées dans le procès-verbal de cette réunion. Celles-ci concernaient la préservation des espaces à forts enjeux agricoles, paysagers ou environnementaux. Le CAUE préconisait de caractériser, d'identifier et de localiser ces éléments et sites, à l'échelle intercommunale, dans la perspective de les protéger contre l'étalement urbain.

Cette démarche permettrait de s'assurer de l'efficacité des mesures relatives à la préservation des cônes de vue, aux coupures d'urbanisation et aux lisières urbaines, proposées dans le document d'orientations générales et destinées à valoriser les paysages, permettant ainsi une transcription efficace des orientations du DOG sur le territoire.

En effet, des éléments de constat alarmants quant à la régression considérable de la Surface Agricole Utile (plus de 2 500 hectares entre 1979 et 2000 pour une croissance de seulement 2 300 habitants) et aux menaces identifiées sur le paysage et liées au phénomène de la péri urbanisation sont affichés dans le rapport de présentation.

La démarche proposée s'inscrit dans le cadre de l'article R122-3 du code de l'urbanisme, rappelé en page 4 du Document d'Orientations Générales : « *Le document d'orientations générales, dans le respect des objectifs et des principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1, précise :*

1° (...);

2° *Les espaces et sites naturels ou urbains à protéger dont il peut définir la localisation ou la délimitation ; etc. »*

Les recommandations du CAUE n'ayant pas été suivies, elles sont maintenues.

Suite à donner

Le CAUE reste à la disposition du Syndicat Mixte pour l'accompagner, le cas échéant, dans l'élaboration de son document de planification et dans sa mise en œuvre.